Document généré le 3 juin 2025 04:18

Études d'histoire religieuse

Saint-Boniface au coeur d'un catholicisme continental et pluraliste

Roberto Perin

Volume 85, numéro 1-2, 2019

URI : https://id.erudit.org/iderudit/1064563ar
DOI : https://doi.org/10.7202/1064563ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Société canadienne d'histoire de l'Église catholique

ISSN

1193-199X (imprimé)
1920-6267 (numérique)

Découvrir la revue

Citer cet article

Perin, R. (2019). Saint-Boniface au coeur d'un catholicisme continental et pluraliste. *Études d'histoire religieuse*, *85*(1-2), 23–38. https://doi.org/10.7202/1064563ar

Résumé de l'article

Le présent article se focalise sur le premier siècle de l'histoire animée de l'Église de Saint-Boniface qui vient de fêter son bicentenaire. Centre névralgique dans la diffusion du catholicisme vers les océans Pacifique et Arctique, cette Église est, dès ses débuts, hétérogène et pluraliste. Avec ses composantes francophone, indigène, métisse, anglophone et allophone, elle est un véritable creuset de diversité ethnique et linguistique au sein de l'Église canadienne, expression et préfiguration du pluralisme qui, sept décennies plus tard, deviendra un élément définisseur de l'identité canadienne.

Tous droits réservés © Société canadienne d'histoire de l'Église catholique, 2019

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

SCHEC, Études d'histoire religieuse, 85 (1-2) (2019), 23-38

Saint-Boniface au cœur d'un catholicisme continental et pluraliste

Roberto Perin[1]

Résumé : Le présent article se focalise sur le premier siècle de l'histoire animée de l'Église de Saint-Boniface qui vient de fêter son bicentenaire. Centre névralgique dans la diffusion du catholicisme vers les océans Pacifique et Arctique, cette Église est, dès ses débuts, hétérogène et pluraliste. Avec ses composantes francophone, indigène, métisse, anglophone et allophone, elle est un véritable creuset de diversité ethnique et linguistique au sein de l'Église canadienne, expression et préfiguration du pluralisme qui, sept décennies plus tard, deviendra un élément définisseur de l'identité canadienne.

Abstract : This article focuses on the first century in the remarkable history of the Western Canadian Church founded two centuries ago in St. Boniface. A veritable nerve centre in the dissemination of Catholicism toward the Pacific and Arctic Oceans, St. Boniface is right from the beginning heterogeneous and pluralistic. With its Francophone, Indigenous, Métis, Anglophone and Allophone components, it is a veritable crucible of ethnic and linguistic diversity within the Catholic Church in Canada, an expression and portent of the diversity that became a hallmark of Canadian identity seventy years later.

Avec l'envoi en 1818 de trois missionnaires du Québec à la Rivière-Rouge, on prend les premiers pas hésitants vers la création d'un diocèse dans cette vaste région sise au centre du continent nord-américain. Lorsque, un demi-siècle plus tard, l'archevêché de Saint-Boniface est constitué, son chef, son clergé et ses communautés religieuses proviennent tous du Québec. Ses paroisses et ses écoles sont francophones et catholiques. Même son agriculture riveraine rappelle celle du Québec. À vrai dire, cette caractérisation quelque peu superficielle ne tient nullement compte de la

1. Professeur titulaire au Collège universitaire Glendon, Roberto Perin est spécialiste de l'histoire de l'Église catholique au Canada et de l'histoire des immigrants.

spécificité raciale et culturelle de ses habitants ni de l'activité économique dominante de la région. Elle permet toutefois d'échafauder des projets visant à créer dans la Prairie un nouveau Québec. Le prochain demi-siècle, avec son lot de bouleversements politiques, économiques et démographiques majeurs, va façonner une toute autre réalité. S'il est désormais évident qu'un second Québec ne surgira pas dans la Prairie, quel nouvel idéal les chefs religieux vont-ils mettre de l'avant comme substitut de l'ancien ? Face aux exigences spirituelles provenant d'une énorme vague d'immigrants allophones qui déferle dans les deux décennies avant la Première Guerre mondiale, ils proposent celui d'un catholicisme pluraliste. Grâce à elle, on recrute un clergé bilingue et parfois multilingue ; on fonde des paroisses « ethniques » avec leur pléthore d'associations pieuses et profanes ; on met sur pied des établissements scolaires et des écoles normales bilingues ; on sacre des évêques incarnant cette diversité culturelle. Pour endiguer le projet d'un Canada assimilateur cher aux élites dominantes anglo-saxonnes, on étend aux immigrants le principe de « la langue gardienne de la foi ». Si ce nouvel idéal s'avère tout aussi insensible que le précédent à certaines réalités sociologiques, notamment à l'intégration graduelle qui s'opère chez les communautés immigrantes à la culture dominante anglo-protestante, il est source d'un foisonnement extraordinaire, du moins parmi les nouveaux arrivés de la première génération.

Au cours d'un siècle d'histoire, l'Église de l'Ouest s'est ainsi constituée de cinq éléments divers : francophone, Métis, Premières Nations, anglophone et allophone, la distinguant nettement de celle du Québec, beaucoup plus homogène sur le plan ethnique et culturel, et de celle des États-Unis où la hiérarchie, appelée hibernarchie à cause de sa provenance irlandaise et de sa position dominante au sein de l'Église, véhicule un discours assimilateur. Pourtant l'historiographie ne reflète pas cette diversité marquée. Les historiens ont publié des études sur des problématiques ou des personnages relatifs à une collectivité particulière, parfois en relation avec le groupe dominant. Par conséquent, on possède une bonne connaissance des catholiques francophones et ukrainiens, alors que les Premières Nations, les Métis et les autres allophones restent dans l'ombre. Il est vrai qu'une vue d'ensemble de l'Église de l'Ouest exige que le chercheur soit capable de lire des documents en plusieurs langues. Malgré nos propres contraintes linguistiques, ce qui suit est une première tentative de synthétiser une époque vraiment remarquable dans l'histoire de l'Église canadienne.

* * *

Les laïcs n'attendent pas l'implantation de l'église institutionnelle pour pratiquer leur religion selon leurs coutumes, leur entendement et leurs intérêts. Des marchands et des voyageurs canadiens, rompus aux pratiques

et aux exigences du commerce des fourrures, séjournent dans le Nord-Ouest pendant de longues périodes. Face aux dangers naturels et humains qui les guettent à tout moment, ils font appel à leur religion ancestrale. Devant la pénurie de clercs qui, à l'époque, frappe de plein fouet leur pays natal, l'absence de prêtres ne les perturbe pas outre mesure, d'autant plus que leur séjour est temporaire. Toutefois, les enfants nés d'unions entre Canadiens et Amérindiennes compliquent la situation. Cette progéniture peut bien sûr être élevée dans la foi et selon certaines pratiques catholiques, si incomplètes soient-elles. C'est sans compter sur l'attraction qu'exerce la religion amérindienne avec ses rituels bien ancrés dans l'expérience quotidienne des populations locales. Au début du XIX^{e} siècle, aux Canadiens et aux Métis s'ajoutent des catholiques écossais, irlandais et germanophones qu'introduit à la Rivière-Rouge le comte de Selkirk, décidé à y établir une colonie agricole. Dans une requête adressée en 1817 à l'évêque Joseph-Octave Plessis de Québec, ces groupes s'unissent pour demander un prêtre résident.

C'est dans un contexte trouble et litigieux que s'installent les missionnaires catholiques. Au confluent des rivières Rouge et Assiniboine, la colonie occupe une place commerciale névralgique. La traite des fourrures y est dominante et les Premières Nations sont les plus directement concernées, constituant l'armée de réserve de ce système capitaliste précoce. À cause de l'épuisement des stocks dû à la surexploitation, la frontière de ce commerce se déplace toujours plus vers l'ouest, ce qui provoque le mouvement des populations qui en sont dépendantes et inévitablement des conflits armés destructeurs entre Premières Nations[2]. En même temps, la suprématie qu'exerce la Compagnie de la Baie d'Hudson sur tout le territoire est contestée à la fois par des entreprises rivales dont la plus importante est la Compagnie du Nord-Ouest et par les Métis qui s'imposent comme intermédiaires commerciaux et comme producteurs de pemmican, l'aliment de base de la traite des fourrures. Les deux groupes s'opposent farouchement

2. Loin de nous l'idée que les Premières Nations ne constituèrent que des victimes. Il existe en effet toute une historiographie récente qui met l'accent sur l'astuce, sur l'esprit d'innovation et d'adaptation, sur la capacité dont elles firent preuve à contester un système qui les opprimait. L'étude publiée par Arthur RAY, *Indians in the Fur Trade : their Roles as Trappers, Hunters and Middlemen in the Lands Southwest of Hudson's Bay, 1660-1870* (Toronto, University of Toronto Press, 1974), initia ce processus de réinterprétation. Robin FISHER (*Contact and Conflict : Indian-European Relations in British Columbia, 1774-1890*, Vancouver, UBC Press, 1977) et Sylvia VAN KIRK (*Many Tender Ties : Women in Fur Trade Society, 1670-1870*, Toronto, University of Toronto Press, 1980) abondèrent dans le même sens. Voir aussi : Theodore BINNEMA et Susan NEYLAN (dir.), *New Histories for Old : Changing Perspectives on Canada's Native Pasts*, Vancouver, UBC Press, 2007.

au projet de Selkirk, y voyant une ruse de la part de la Compagnie de la Baie d'Hudson en vue de les éliminer comme concurrents.

À la Rivière-Rouge, l'Église poursuit les mêmes deux objectifs qu'elle s'était fixée en Nouvelle-France, soit l'évangélisation des Autochtones et la desserte des catholiques du lieu. Le premier pose toujours d'énormes défis pour les missionnaires contraints d'accompagner les Premières Nations qui se déplacent au rythme des saisons et au gré des exigences de la chasse et du commerce. Empreints du sentiment de leur propre supériorité, ils trouvent l'apprentissage des langues et des modes de vie indigènes particulièrement ardu. Comme à l'époque coloniale, ils estiment que la christianisation passe par la sédentarisation. Ils doivent toutefois désormais composer avec des missionnaires protestants qui souvent bénéficient de l'appui explicite ou tacite des autorités gouvernementales. Le second objectif, en apparence plus facile parce que les fidèles en question sont sédentaires et de culture européenne, comporte néanmoins ses propres embuches et défis liés à la disparité de langues et de cultures religieuses.

Nommé évêque en 1820, Joseph-Norbert Provencher arrive d'abord à procurer aux fidèles de la Rivière-Rouge une vie religieuse stable et régulière, s'appuyant avant tout sur l'Église du Québec qui lui fournit prêtres et assistance financière. Plus tard, il pourra compter sur le concours des communautés religieuses québécoises, notamment les Sœurs grises et les Sœurs de Sainte-Anne, qui établiront des écoles et des hôpitaux à travers le Nord-Ouest.

En vue de consolider les assises de l'Église locale, l'évêque effectue deux voyages en Europe. En 1835, il reçoit un appui financier de la part de l'Œuvre de la Propagation de la Foi établie à Lyon par Pauline Jaricot afin de soutenir les efforts d'évangélisation dans le monde[3]. Lors du second voyage en 1843, l'évêque de Marseille, Eugène de Mazenod, engage la communauté qu'il vient de fonder, les Oblats de Marie-Immaculée, à évangéliser le Nord-Ouest. Ainsi va s'inaugurer un rapport long et intime entre les Oblats et les populations indigènes[4]. L'arrangement a l'avantage d'affaiblir la trop grande dépendance qui marquait jusqu'alors les rapports entre l'évêque et le clergé québécois dont le recrutement s'était avéré aléatoire et instable. En effet, peu de prêtres québécois séjournent longtemps dans la région. Une figure remarquable qui fait exception, George-Antoine Bellecourt, y passe presque trente ans de sa vie et est un personnage clé dans l'œuvre missionnaire grâce à sa maîtrise de la langue algique acquise lors de son affectation à la mission des Deux-Montagnes. Nicolétain comme Provencher, il transmet ses

3. Voir l'œuvre pieuse de Georges NAÏDENOFF, *Pauline Jaricot. "J'étais si vivante de ma propre vie"*, Lyon, Médiaspaul, 1986 (particulièrement le chapitre 2).

4. Robert CHOQUETTE, *The Oblate Assault on Canada's Northwest*, Ottawa, University of Ottawa Press, 1995.

connaissances linguistiques, entre autres, à Louis-François Laflèche, ainsi qu'aux Oblats Albert Lacombe, Alexandre-Antonin Taché et Henri Faraud qui travaillent au-delà de la Rivière-Rouge[5].

En plus d'être le point de départ et de référence des missions, la colonie est un centre névralgique dans l'extension de l'Église institutionnelle vers l'océan Pacifique. Des coreligionnaires installés sur la côte font appel à Provencher en 1835 en vue d'y établir une mission. Ayant obtenu du pape Grégoire XVI le prolongement de son territoire, l'évêque réussi à convaincre deux prêtres québécois, Modeste Demers et François-Norbert Blanchet, de s'y établir. Ceux-ci deviendront plus tard les premiers évêques dans ces régions[6]. Dans les années 1840, des décrets romains viennent définir la structure de l'Église du Nord-Ouest. Le Saint-Siège crée la province ecclésiastique de Québec qui s'étend jusqu'aux Rocheuses. Le territoire qu'administre Provencher est d'abord élevé au rang de vicariat apostolique et ensuite à celui de diocèse portant le nom de Saint-Boniface.

L'incapacité progressive dont fait montre la Compagnie de la Baie d'Hudson à imposer son monopole permet aux Métis de s'impliquer dans le commerce des robes de bison. Cette activité crée des opportunités économiques pour certains, tout en creusant des disparités de richesse au sein du groupe. Il provoque aussi le départ de familles vers l'Ouest pour être plus près des troupeaux de bison[7]. Des prêtres, tels que Bellecourt, accompagnent

---

5. W.L. MORTON, « Bellecourt, George-Antoine », *Dictionnaire biographique du Canada,* vol. X ; Raymond HUEL, « Albert Lacombe », *Dictionnaire biographique du Canada,* vol. XIV ; E.O. DROUIN, « Faraud, Henri », *Dictionnaire biographique du Canada.,* vol. XI ; Émilie PIGEON, « Au Nom du Bon Dieu et du Buffalo : Métis Lived Catholicism on the Northern Plains », thèse de doctorat (histoire), York University, 2017, chap. 3-4.

6. Lucien LEMIEUX, *L'établissement de la première province ecclésiastique au Canada, 1786-1844*, Montréal, Fides, 1968, p. 491-6.

7. Gerhard ENS, *Homeland to Hinterland : The Changing Worlds of the Red River Metis in the Ninteteenth Century*, Toronto, University of Toronto Press, 1996. Ens parle à juste titre d'un processus de proto-industrialisation impliquant la spécialisation des tâches selon la qualification, le genre et la capitalisation. Une série d'études est parue récemment portant sur l'évolution de l'identité métisse : Nicole ST-ONGE, *Saint-Laurent, Manitoba : Evolving Métis Identities, 1850-1914*, Regina, Canadian Plains Research Centre, 2004 ; Brenda MACDOUGALL, *One of the Family : Métis Culture in Nineteenth-Century Northwestern Saskatchewan*, Vancouver, UBC Press, 2010 ; Nicole ST-ONGE, Carolyn PODRUCHNY, Brenda MACDOUGALL (ed.), *Contours of a People : Métis Family, Mobility and History*, Norman, University of Oklahoma Press, 2014 ; Michel HOGUE, *Métis and the Medicine Line : Creating a Border and Dividing a People*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2015. Alors que ces auteurs adhèrent généralement à la thèse de l'ethnogenèse de l'identité métisse, Timothy FORAN met l'accent sur le rôle des Oblats dans la conceptualisation de la nation métisse. Voir : *Defining Métis: Catholic Missionaries and the Idea of Civilization in Northwestern Saskatchewan, 1845-1898*, University of Manitoba Press, 2017.

ces chasseurs, leur prodiguant des soins spirituels lors de leurs expéditions. En même temps, l'évêque établit des paroisses métisses à Saint-Boniface. En 1870, on en dénombre quatre.

Les Métis pratiquent une religion populaire[8] qui se rapproche du catholicisme de l'habitant canadien-français, tout en possédant des aspects communs au mode amérindien de concevoir le monde. Le sacré est, dans leur perspective, immanent et omniprésent dans la vie quotidienne. Il se manifeste bien sûr dans les églises, mais aussi dans la nature, dans des lieux distinctifs comme des terrains élevés ou des lacs avec leurs eaux purificatrices, d'où l'importance de marquer et honorer ces sites par des croix de chemin ou de petites chapelles. En même temps, le monde est, à leurs yeux, le théâtre d'un conflit constant entre les forces du Bien et celles du Mal. Pour se protéger contre ces dernières, on invoque la protection des saints qui font aussi l'objet de dévotions particulières, telles que les neuvaines, les processions et les pèlerinages. On a de plus recours aux sacramentaux. Ces expressions matérielles du sacré prennent diverses formes : eau et pain bénits, crucifix, médailles, scapulaires et reliques. La religion métisse incorpore aussi des légendes où s'exhibent les forces surnaturelles, telles que le loup garou, le diable sous ses multiples apparences et les revenants. Ces pratiques et ces croyances ont autant sinon plus d'importance que la fréquentation de la messe et des sacrements le dimanche.

Après un épiscopat s'étendant sur trente-cinq ans, Provencher s'éteint en 1853. Il est succédé par Alexandre-Antonin Taché qui dirigera le diocèse pendant quarante et un ans, assurant à celui-ci une continuité administrative remarquable. Le décès de Provencher survient alors que Taché est en tournée dans les missions amérindiennes. Le fait que ce dernier ne prenne possession formelle de son diocèse qu'un an après son élévation indique à quel point ces missions lui tiennent à cœur, compte tenu aussi de l'intense concurrence que lui livre sur ce front l'Église anglicane. En 1870, le Saint-Siège détache Saint-Boniface de Québec et l'élève au rang de métropole avec sa propre province ecclésiastique qui s'étend désormais jusqu'à la côte du Pacifique. En même temps, un second diocèse est créé avec son siège à Saint-Albert en Alberta et confié à l'Oblat Vidal Grandin. Cette réorganisation[9], dictée par des considérations géographiques, met en évidence la dépendance de l'Église locale face aux Oblats, lesquels détiennent un quasi-monopole du personnel religieux masculin. Au sein de ce nouveau cadre, les projets de conversion que nourrit Taché passent par les Métis, véritable tête de pont dans la conquête des Premières Nations au christianisme : assez autochtones par le sang, par la langue et par certains usages ; assez européens par la maîtrise

8. É. PIGEON, « Au Nom du Bon Dieu et du Buffalo ».

9. Jacques GRISÉ, *Les conciles provinciaux de Québec et l'Église canadienne, 1851-1886*, Montréal, Fides, 1979, p. 250.

des langues des blancs et par leur mode de vie principalement sédentaire. À cet effet, il envoie trois jeunes Métis, dont Louis Riel, étudier dans les collèges classiques du Québec afin de les préparer au sacerdoce[10].

Ces projets supposent que la colonie évoluerait sous le signe de la stabilité. Or, dans la décennie 1860, c'est tout le contraire qui se produit. La vente du Nord-Ouest au gouvernement du Canada, le refus de celui-ci d'y entériner les droits acquis des Autochtones et des Canadiens français, l'invasion de sauterelles qui ravage les récoltes au cours d'années successives, la raréfaction du bison, les agissements provocateurs et carrément racistes d'éléments de la population anglo-protestante : ces facteurs créent un climat d'incertitude et de tension extrême menant à l'insurrection de 1869. Le clergé se montre solidaire des Métis catholiques qui dirigent le soulèvement. Aussi appuie-t-il fortement leurs revendications linguistiques et religieuses que viendra entériner la Loi sur le Manitoba de 1870.

Par la suite, l'archevêque Taché s'engage dans une intense campagne auprès des autorités provinciales, canadiennes et impériales pour qu'une amnistie soit accordée aux chefs insurrectionnels. Toutefois, les dirigeants politiques, tant conservateurs que libéraux, ne donnent suite ni aux multiples promesses faites à ce sujet ni à celle d'une concession importante de terres qui devait être accordée aux enfants des Métis. Car, des porte-paroles anglo-protestants, déterminés à punir ceux qu'ils perçoivent comme des traitres, font preuve d'une hargne extrême et persistante à l'endroit de Riel et de la population francophone en général[11]. Considérant l'Ouest comme une terre de colonisation leur revenant de droit[12], ils peuvent compter sur la complicité des fonctionnaires fédéraux responsables de l'allocation des terres. Ces facteurs politiques s'ajoutant aux difficultés économiques découragent les Métis et les incitent à se disperser. La perspective d'un territoire métis occupant le tiers de la province du Manitoba d'alors, s'évanouit comme la neige sous le soleil printanier, tout comme l'espoir d'établir sur une assise territoriale solide la présence francophone dans l'Ouest[13].

---

10. Raymond HUEL, *Archbishop A.-A. Taché of St. Boniface : the 'Good Fight' and the Illusive Vision*, Edmonton, University of Alberta Press, 2003, p. 58. Il s'agit de Louis Riel fils, Louis Schmidt et Daniel McDougall. Max HAMON, « Contesting Civilization : Louis Riel's Defense of Culture at the Collège de Montréal », *Canadian Historical Review,* 97, 1 (2016), p. 59-87.

11. R. HUEL, *Archbishop A.A. Taché,* chap. 5 ; Jacqueline BLAY, *Histoire du Manitoba français. Tome 2. Le temps des outrages (1870-1916),* Saint-Boniface, Éditions des Plaines, 2013, chap. 3 & 5.

12. Doug OWRAM, *The Promise of Eden : the Canadian Expansionist Movement and the Idea of the West, 1856-1900,* Toronto, University of Toronto Press, 1980.

13. Nathalie KERMOAL, « La question des terres métisses, 1870-1975 », dans Yves Frenette, Étienne Rivard et Marc St-Hilaire (dir.)*, La francophonie nord-américaine*, Québec, Presses de l'Université Laval (coll. « Atlas historique du Québec »), 2012.

La situation se dégrade ultérieurement, modifiant radicalement les rapports entre l'Église, d'une part, et les Métis et les Premières Nations, d'autre part. La criante inaptitude du gouvernement fédéral à résoudre la question des terres des premiers, la famine qui sévit chez les seconds à cause de la disparition du bison, les traités numérotés qui les parquent dans des réserves, la Loi sur les Indiens qui régente leur vie collective jusque dans le menu détail : tous ces éléments entrainent un nouveau soulèvement en 1885 dirigé encore par Riel et encore durement réprimé par l'État. Bien que l'Église se désolidarise du chef métis à cause de ses idées religieuses jugées extravagantes, les évêques demandent qu'il soit gracié. Riel est néanmoins pendu, alors que des chefs amérindiens vénérés sont incarcérés au détriment de leur santé. L'incapacité dont fait preuve l'Église à faire prévaloir leurs intérêts décourage plusieurs Amérindiens et Métis qui, de plus, ont carrément l'impression que Taché privilégie l'élite petite-bourgeoise canadienne-française venue s'installer dans l'Ouest à la suite de l'adoption de la Loi sur le Manitoba[14]. Certains vont même jusqu'à accuser l'Église de collusion avec l'État, une collusion qui se manifeste au grand jour lorsque sont établies les écoles résidentielles dont l'objectif est la destruction de la culture ancestrale et l'assimilation[15].

À sa création, la province du Manitoba possède une population sédentaire essentiellement métisse comptant 9 840 personnes, soit 80 % de sa population totale. Les francophones parmi eux totalisent 5 757 individus et représentent 60 % du groupe[16]. Sur le plan religieux, les catholiques constituent 53 % des chrétiens du Manitoba, mais seulement 45 % de la population globale, puisque 16 % de celle-ci déclarent n'avoir aucune appartenance confessionnelle[17]. L'immigration en provenance de l'Ontario va bouleverser ce délicat équilibre. Au cours d'une seule décennie, la population passe à 66 000 personnes dont les catholiques et les francophones ne forment respectivement que 18,5 % et 15 % de l'ensemble[18].

---

14. J. BLAY, *Histoire du Manitoba français,* chap. 1.

15. J.R. MILLER, *Shingwauk's Vision : a History of Native Residential Schools*, Toronto, University of Toronto Press, 1996 ; du même auteur, *Residential Schools and Reconciliation : Canada Confronts its History*, Toronto, University of Toronto Press, 2017 ; J.R. MILLOY, *A National Crime : the Canadian Government and the Residential School System, 1879-1986*, Winnipeg, University of Manitoba Press, 2011. R. HUEL, *Archbishop Taché*, p. 196-202, traite des tensions entre Métis et Canadiens français au sujet des nominations politiques ; J. BLAY, *Histoire du Manitoba français,* chap. 3, se penche sur la rupture finale entre Métis et francophones d'origine européenne.

16. G. ENS, *Homeland to Hinterland,* p. 141.

17. Adrien MORICE, *Histoire de l'Église catholique dans l'Ouest canadien,* 3 tomes, Saint-Boniface et Montréal, 1915, livre 6, chap. 2.

18. Roberto PERIN, *Rome et le Canada : la bureaucratie vaticane et la question nationale, 1870-1903*, Montréal, Boréal, 1993, p. 38.

Si, à l'orée de la décennie 1870, Taché ne pouvait pas prévoir un tel bouleversement, il est néanmoins conscient de l'importance de l'immigration franco-catholique. Déplorant le fait que 100 000 de ses compatriotes se soient déjà installés aux États-Unis, au détriment de leur foi et de leur langue, il incite les évêques québécois à diriger ce flux migratoire vers l'Ouest canadien. Le prélat multiplie les initiatives afin de l'attirer et de l'accueillir. Lorsque les Canadiens français du Québec manquent à l'appel, l'évêque et ses partisans pointent du doigt l'Église et les élites québécoises qui ne se mobiliseraient pas suffisamment pour promouvoir une cause pourtant éminemment patriotique. En même temps, ils ciblent les émigrés canadiens-français installés aux États-Unis[19]. Mais leurs espoirs sont à nouveau déçus. À défaut de pouvoir constituer des territoires francophones solides et substantiels, même le projet de former un corridor ininterrompu de paroisses de langue française s'étendant vers l'Ouest s'avère une chimère. Le rêve, longtemps caressé, de reproduire dans la Prairie un second Québec bilingue et biculturel, s'effondre sous le poids démographique écrasant des colons d'ascendance britannique.

Taché partage avec plusieurs autres membres de l'élite sociale en Occident une perspective sur la question migratoire toute imprégnée de patriotisme et d'idéalisme. Il est ahuri devant la préférence que démontrent les habitants du Québec pour les manufactures insalubres et exténuantes des États-Unis plutôt que pour une bonne terre à cultiver dans leur propre pays. L'évêque raisonne comme si cette saignée des forces vives de la nation est particulière au Québec. Il ne fait aucunement mention des Canadiens anglais qui, par centaine de milliers[20], vont s'installer aux États-Unis à la même époque ni des millions de paysans dont ceux de France, de Belgique et de Suisse, qui, motivés par le proverbe latin « *ubi bene ibi patria* » intègrent le prolétariat des États-Unis où les salaires sont cinq fois plus élevés que chez eux[21]. C'est en prenant en compte ces flux migratoires plus amples que l'on comprend mieux la question difficile et complexe de l'immigration francophone dans l'Ouest.

Aussi faut-il reconnaître que l'immigration de masse ne se vérifie pas au Canada avant le tournant du vingtième siècle. Même l'achèvement du chemin de fer transcontinental en 1885 n'arrive pas à la déclencher. Il faudra

---

19. Robert PAINCHAUD, *Un rêve français dans le peuplement de la Prairie*, Saint-Boniface, Éditions des plaines, 1987, p. 17-23, chap. 3 ; R. HUEL, *Archbishop Taché,* chap. 6.

20. Bruno RAMIREZ, *Crossing the 49th Parallel : Migration from Canada to the United States*, Ithaca, Cornell University Press, 2001.

21. Voir les contributions de François WEIL, « Les migrants français et leurs communautés aux États-Unis », et d'Étienne RIVARD, « L'immigration franco-européenne aux États-Unis, 1899-1910 », dans Y Frenette, É. Rivard et M. St-Hilaire (dir.), *La francophonie nord-américaine,* p. 169-171, 172.

attendre la hausse du prix des matières premières sur les marchés mondiaux, signalant la fin d'une longue crise économique, ainsi que l'application des nouvelles techniques pour la culture du blé dans des régions au climat froid, pour que ce mouvement prenne son envol. Ainsi, avant la Première Guerre mondiale, 170 000 Ukrainiens[22], 110 000 Polonais et des dizaines de milliers de catholiques germanophones (*Volksdeutsche*)[23] s'établissent dans l'Ouest, y formant des colonies de peuplement et exigeant des services religieux particuliers.

L'évangélisation en plusieurs langues n'a rien de nouveau pour les Oblats[24], même s'il est vrai que, avec le temps, ils s'attendent à l'extinction graduelle des langues indigènes, hâtée par l'imposition de l'anglais comme seule langue d'enseignement et de communication dans les écoles résidentielles. La desserte des catholiques anglophones de Winnipeg pose par ailleurs un problème particulier pour cet ordre éminemment français qui ne compte aucun membre de langue maternelle anglaise. La paroisse St. Mary, érigée en 1874, est donc confiée à des Oblats canadiens-français, dont les plus célèbres sont Albert Lacombe et Adélard Langevin. Ce pis-aller provoque toutefois des murmures chez certains paroissiens qui réclament un clergé parlant leur langue « sans accent »[25]. Quant à l'énorme défi de desservir les fidèles dans d'autres langues européennes, les Oblats devront faire appel à d'autres communautés religieuses et à des prêtres séculiers afin de l'affronter.

Taché meurt en 1894 avant que s'entame ce vaste mouvement migratoire. C'est son successeur, Adélard Langevin, un natif de Laprairie, qui doit y faire face. Dans la perspective du nouvel élu, l'Église catholique de l'Ouest peut constituer un engin invincible contre le projet d'homogénéisation linguistique et culturelle du Canada hors Québec, à condition qu'elle continue d'être dirigée par des Canadiens français et que les Oblats maintiennent leur position prépondérante[26]. Fervent partisan de l'adage « la langue gardienne

---

22. Orest MARTYNOWYCH, *Ukrainians in Canada : The Formative Years 1891-1924*, Edmonton, Canadian Institute of Ukrainian Studies Press, 1991, chap. 8 & 14 ; Émilien TREMBLAY, *Le père Delaere et l'Église ukrainienne du Canada*, Ottawa, 1960.

23. Alan ANDERSON, « German Settlements in Saskatchewan », dans Martin L. Kovacs (dir.), *Roots and Realities Among Eastern and Central Europeans*, Regina, Canadian Plains Research Centre, 1983, p. 175-221.

24. Robert PAINCHAUD, « Les exigences linguistiques dans le recrutement d'un clergé pour l'Ouest canadien, 1818-1920 », *Sessions d'étude – Société canadienne d'histoire de l'Église catholique*, 1975, p. 43-64.

25. R. HUEL, *Archbishop Taché,* p. 183-7.

26. T. FORAN propose une perspective intéressante sur les Oblats et le conflit entre francophones et anglophones au sein de l'Église catholique, qui contredit en quelque sorte la perception de Langevin. Voir : « Transcending Language and Ethnicity : Oblates of Mary Immaculate and the Canonical Erection of the Diocese of Calgary, 1912-1916 », *Histoire sociale / Social History,* 41 (nov. 2008), p. 505-534.

de la foi », l'archevêque est convaincu que le meilleur moyen de combattre l'apostasie sur un continent implacablement protestant est de préserver la langue d'origine. Il est donc impérieux que l'Église desserve ces nouveaux arrivés dans leur langue[27].

Préoccupé par la condition spirituelle des nombreux immigrants privés de services religieux à cause de leur langue, Langevin envoie un Oblat polonais formé au Canada, Wojciech Kulawy, en mission jusqu'à Fernie en Colombie-Britannique afin de s'enquérir de leur situation. À la suite de ce long périple, l'archevêque entame une expérience vraiment remarquable dans l'histoire du catholicisme nord-américain en faisant construire à Winnipeg l'église du Saint-Esprit. Lors de sa création en 1899, ce lieu de culte offre des services en polonais, en ukrainien, en tchèque, en slovaque et en allemand. Avant cette date, il y avait eu bien sûr aux États-Unis des paroisses à l'usage exclusif d'immigrants d'une certaine ethnicité. L'idée de desservir différents groupes linguistiques sous un même toit est nouvelle. Langevin confie l'église à Jan Kulawy, frère de Wojciech, et comme lui formé au Canada. La coexistence sera toutefois de courte durée, les Ukrainiens obtenant leur propre lieu de culte en 1902, suivis des Allemands en 1906. L'église du Saint-Esprit devient alors une paroisse proprement polonaise.

Irrités, les Ukrainiens accusent Langevin d'ignorer leur spécificité qui n'est pas que linguistique. En Galicie, font-ils valoir, l'Église ukrainienne possède ses propres structures avec sa hiérarchie et son clergé séculier presque entièrement marié. Lwów, la capitale de cette province semi-autonome de l'Empire austro-hongrois, est le siège de trois diocèses catholiques, chacun avec son évêque, regroupant respectivement les Latins, les Ukrainiens et les Arméniens. Sur le plan architectural, les églises ukrainiennes se distinguent tant par leur apparence externe qu'interne. Plusieurs dévotions ayant leur origine en Occident, telle que la récitation du rosaire et les Quarante-Heures, sont inconnues. Compte tenu de ces différences importantes, la cohabitation entre Latins et Ukrainiens est une impossibilité. L'archevêque n'en démord pourtant pas. Il approuve chaudement le décret du Saint-Siège de 1894 interdisant l'immigration de prêtres mariés vers les Amériques. Partisan de structures administratives homogènes, il rejette l'idée que son autorité puisse être partagée avec un autre évêque catholique. En bref, Langevin est convaincu que les Ukrainiens devront tôt ou tard adopter le rite latin. Entre-temps, toutefois, il encourage certains de ses prêtres à devenir bi-rituels, ce

27. Roberto PERIN, « Adélard Langevin », *Dictionnaire biographique du Canada,* XIV, p. 597-601. Certains perçoivent cette ouverture aux groupes immigrants comme une menace au français dans l'Ouest. Voir à ce sujet Gilbert COMEAU, « Les rapports de M^gr^ L.-P.-A. Langevin avec les groupes ethniques minoritaires et leurs répercussions sur le statut de la langue française au Manitoba », *Sessions d'étude – Société canadienne d'histoire de l'Église catholique,* 42 (1975), p. 65-85.

qui leur permettrait de célébrer la messe selon le rite byzantin, persistant en cela à privilégier une solution linguistique à la question des Ukrainiens. C'est dans cette optique qu'il leur réserve en 1902 la chapelle de Saint-Nicolas[28].

C'était sans compter toutefois sur la détermination de certains fidèles à défendre leur spécificité. Car, ayant été victimes dans leur pays d'origine de l'oppression séculaire des Polonais, ils craignent autant la latinisation que la polonisation. À Winnipeg, ils fondent leur propre paroisse sous le vocable des Saints Vladimir et Olga, dont ils refusent de céder le droit de propriété à la corporation épiscopale comme l'exige le droit canon de l'Église latine, le confiant plutôt au métropolite de Lwów, Andrei Szeptycki. Face à leur opiniâtreté, les autorités religieuses temporisent, craignant un schisme dont l'Église orthodoxe serait bénéficiaire, d'autant plus que leurs rites sont quasiment identiques. Finalement, la résolution de cet épineux problème ne viendra pas de Saint-Boniface, mais impliquera une foule d'acteurs internationaux sur deux continents. En 1912, Rome décide de regrouper les Ukrainiens du Canada en un seul diocèse pancanadien dont le siège sera à Winnipeg. Bien que l'interdiction concernant le clergé marié soit maintenue, les laïcs obtiennent ce qu'ils réclamaient depuis toujours : une structure ecclésiale distincte, seule garantie, à leurs yeux, du maintien de leur particularité[29]. C'est aussi leur église, celle des Saints Vladimir et Olga, qui est élevée au rang de cathédrale. Winnipeg devient la première ville canadienne et la seule pendant plus de quarante ans à englober deux et bientôt trois sièges épiscopaux catholiques.

La présence au Manitoba d'immigrants catholiques allophones est ce qui permet au premier ministre Wilfrid Laurier de conclure avec son homologue manitobain, Thomas Greenway, l'accord scolaire de 1896 portant leurs noms. Ce dernier ne voulait pas être perçu comme cédant aux pressions d'intérêts particuliers, qu'ils soient catholiques ou canadiens-français. Fidèle à l'esprit de la loi sur l'éducation de 1890 qui établit un système scolaire unique, le premier ministre manitobain est toutefois disposé à permettre l'instruction religieuse, quelle qu'elle soit, après les heures de classe ainsi que l'enseignement de langues autres que l'anglais. L'archevêque Langevin mènera une bataille épique contre la loi qui abolit le système scolaire catholique et contre l'accord Laurier-Greenway qui en découle. Toutefois, il doit se plier au vœu exprimé par le pape lui-même dans son encyclique *Affari*

---

28. Andrii KRAWCHUK, « Between a Rock and a Hard Place : Francophone Missionaries among Ukrainian Catholics » (p. 206-217) et « 'A Portion of the Vanquished' : Roman Catholics and the Ukrainian Catholic Church » (p. 218-237), dans Lubomyr Luciuk et Stella Hryniuk (dir.), *Canada's Ukrainians : Negotiating an Identity*, Toronto, University of Toronto Press, 1991.

29. Stella HRYNIUK, « Pioneer Bishop, Pioneer Times : Nykyta Budka in Canada », *Canadian Catholic Historical Association (CCHA), Historical Papers,* 1988, p. 21-41.

vos (1897) que l'on travaille à améliorer la législation existante[30]. Le prélat obtiendra par la suite l'établissement d'écoles normales financées par l'État visant à former des enseignants bilingues destinés aux écoles fréquentées par les francophones et les allophones. Cette expérience pédagogique unique, écartée en 1916 dans le climat surchauffé de chauvinisme britannique provoqué par la guerre, sera reprise presque soixante ans plus tard à la suite de l'adoption par les gouvernements canadien et provinciaux du multiculturalisme comme politique publique.

Après un épiscopat de 21 ans, Langevin doit bien admettre que le rêve qu'il partageait avec son prédécesseur d'une colonisation française vigoureuse et soutenue ne s'est pas réalisé. Les francophones ne sont tout simplement pas venus en nombre suffisant[31]. Totalisant 31 000 personnes en 1911, ils ne représentent que 7 % de la population provinciale. Les discours, les brochures, les campagnes de recrutement, les subventions et les investissements fonciers n'ont pas produit les effets escomptés. La loi scolaire de 1890 serait-elle peut-être la cause de cette anémie démographique ? En réalité, la prépondérance des francophones dans plusieurs localités rurales leur garantit le contrôle effectif de leurs écoles jusqu'en 1916. Il y a souvent aussi connivence entre les commissaires et les inspecteurs, ceux-ci fermant les yeux sur les pratiques et les signes religieux dans les établissements scolaires, ainsi que sur la place primordiale accordée au français. Lorsque Rome dépouille les Oblats de leur monopole en nommant aux principaux sièges de la région des évêques parlant l'anglais « sans accent », elle ne fait que confirmer un fait démographique patent. Dans cette optique, l'érection de l'archevêché de Winnipeg en 1915 n'a rien pour surprendre[32]. Les

30. R. PERIN, *Rome et le Canada,* chap. 5.

31. Paul-André LINTEAU, Yves FRENETTE et Françoise LE JEUNE, *Transposer la France : l'immigration française au Canada (1870-1914),* Montréal, Boréal, 2017 ; Y. FRENETTE, « L'apport des immigrants français aux francophonies canadiennes », *Francophonies d'Amérique,* 2008, p. 303-330 ; Bernard PENISSON, *Henri D'Hellencourt, un journaliste français au Manitoba (1898-1905),* Saint-Boniface, Éditions du Blé, 1986 ; Audrey PYÉE, « La terre promise : migration de France vers Notre-Dame-de-Lourdes et Saint-Claude, Manitoba, 1890-1914 », thèse de doctorat (histoire), Université York, 2005 ; « Notre-Dame-de-Lourdes, Manitoba, 1890-1914 », dans Y. Frenette, É. Rivard et M. St-Hilaire (dir.), *La francophonie nord-américaine,* p. 159-164. Serge JAUMAIN et Matteo SANFILIPPO, « L'immigration belge au Canada : une histoire en devenir », et Serge JAUMAIN, « Survol historique de l'immigration belge au Canada », dans S. Jaumain, *Les immigrants préférés : les Belges*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, 1999. R. PAINCHAUD, *Un rêve français*, chap. 5 ; M. SANFILIPPO, « Roman Archives as a Source for the History of Canadian Ethnic Groups », *CCHA, Historical Studies,* 60, 1993-4, p. 83-101.

32. Matteo SANFILIPPO, « La question des nouveaux diocèses dans l'Ouest », dans Luca Codignola, Giovanni Pizzorusso et Matteo Sanfilippo (dir.), *Le Saint-Siège, le Canada et le Québec. Recherches dans les archives romaines*, Viterbo, Sette Città, 2011, p. 109-126 ; Robert CHOQUETTE, « Adélard Langevin et l'érection de l'archidiocèse de

conséquences de cette décision sont néanmoins très lourdes pour Saint-Boniface qui perd plus de la moitié de ses paroisses. Par ailleurs, sa province ecclésiastique est réduite à un seul vicariat apostolique, celui de Keewatin. Malgré cette perte énorme de territoire et de prestige, Saint-Boniface arrive à conserver mieux que d'autres diocèses de l'Ouest son caractère français.

* * *

En raison de son importance géostratégique au confluent des rivières Rouge et Assiniboine, la Rivière-Rouge a été une plaque tournante du commerce des fourrures et a occupé une place centrale dans le développement économique et la colonisation de l'Ouest. Saint-Boniface a joué le même rôle sur le plan religieux. En plein milieu du continent, le diocèse constituait un point névralgique reliant l'immense territoire de mission s'étendant sur deux océans avec les pays fournisseurs de ressources financières et humaines : le Québec et la France. C'était un centre décisionnel important. De son sein sont nés les provinces ecclésiastiques, les diocèses et les vicariats apostoliques à l'ouest des Grands Lacs. À l'époque de la colonisation des Blancs après la Confédération, Saint-Boniface a exercé un poids politique indéniable. Qu'il s'agisse des droits scolaires, du statut du français, de la colonisation francophone et catholique, du territoire métis tant rêvé, de l'amnistie pour Riel et de la commutation de sa peine de mort, l'archevêché a assumé le rôle de porte-parole, de lobbyiste, d'intermédiaire, d'instigateur et de stratège politique. Même si les succès remportés sur ces fronts ont été plutôt minces, il est resté un acteur incontournable.

Les expressions « plaque tournante », « point névralgique », « centre décisionnel » représentent Saint-Boniface du haut. Mais sur quelle pierre cette Église s'est-elle bâtie ? La question se rapporte bien sûr aux paroles attribuées au Christ dans l'évangile selon saint Matthieu : « Tu es Pierre et sur cette pierre je bâtirai mon Église » (16 :18), longtemps invoquées pour asseoir l'autorité du Saint-Siège et sa structure hiérarchique. Du concile Vatican II est née toutefois une autre conception de l'Église, moins cléricale et autoritaire, celle de peuple de Dieu. L'historiographie a emboîté le pas, grâce aussi à la montée en puissance en Occident de l'histoire sociale. Bien que l'approche privilégiant les chefs ecclésiastiques et les organismes qu'ils dirigent soit encore bien vivante, les historiens s'intéressent aussi aux fidèles,

---

Winnipeg », *Revue d'histoire de l'Amérique française,* 28, 1974, p. 187-207 ; Raymond HUEL, « The Irish-French Conflict in Catholic Episcopal Nominations : the Western Sees and the Struggle for Domination Within the Church », *CCHA, Study Session,* 42, 1975, p. 51-70 ; Roberto PERIN et Matteo SANFILIPPO, « Les conflits ecclésiastiques, 1860-1930 », dans Y. Frenette, É. Rivard et M. St-Hilaire (dir.), *La francophonie nord-américaine,* p. 199-205.

à leurs usages et croyances. En d'autres mots, on pratique l'histoire religieuse sinon de bas en haut, du moins en mettant le haut en relation avec le bas.

Le peuple de Dieu dans l'Ouest canadien, ce sont d'abord les Premières Nations qui sont la raison d'être du projet missionnaire et donc de la présence de l'Église institutionnelle dans la partie septentrionale de la Prairie. Ce sont ensuite les Métis par l'entremise desquels on espérait évangéliser les premiers. Ce sont enfin les catholiques francophones et anglophones d'ascendance européenne, ainsi que ceux récemment arrivés du Vieux Continent. Or, chacun de ces groupes a exercé face aux autorités religieuses une autonomie certaine qu'une histoire du haut occulte.

Les Premières Nations ont maintenu tant qu'ils pouvaient leur vie migrante, en dépit des efforts de sédentarisation de l'Église. Malgré le régime répressif et culturellement génocidaire des réserves et des écoles résidentielles, des coutumes ancestrales telles que le potlatch, longtemps proscrit par l'État, ont persisté, tout comme d'ailleurs la spiritualité des Autochtones, qui se réaffirme de nos jours. La sédentarisation est aussi la cause du froid qui s'est installé entre la hiérarchie et les Métis. Devant l'attraction qu'exerçait sur ces derniers la chasse au bison et leur apparente ambivalence face à l'agriculture, les chefs religieux ont eu tendance à s'appuyer sur des Canadiens français et des Européens francophones, perçus comme étant supérieurs sur le plan de la formation et de l'expression verbale. La hiérarchie s'est certes battue pour la commutation de la peine de mort prononcée contre Riel. Mais elle a aussi obstinément combattu toute tendance à voir en lui un martyr national et catholique. Malgré la distance prise à l'égard des chefs ecclésiastiques, les Métis ont néanmoins maintenu un fort attachement à leur religion populaire qui se manifeste avec éclat de nos jours lors des pèlerinages au lac Ste-Anne en Alberta. Quant aux immigrants catholiques francophones, même si leur nombre n'est assurément pas négligeable, ils n'ont même pas réussi à être le groupe le plus important parmi les catholiques du Manitoba, devancés en cela par les Ukrainiens. Ces derniers présentent par ailleurs l'exemple le plus frappant d'autonomie laïque, ayant contesté l'autorité du chef de l'Église locale et ayant fait preuve d'une solide loyauté envers leur culte, leur clergé et leur hiérarchie. Quant aux anglophones, ils ont lutté pour avoir des prêtres parlant leur langue avec un accent leur étant familier, ainsi qu'un épiscopat qui refléterait la prépondérance linguistique et culturelle de l'anglais en Amérique du Nord.

De ce choc de cultures est née une Église vraiment pluraliste, même si les groupes en présence n'étaient pas égaux. Sous l'épiscopat de Langevin furent créés le premier diocèse ethnoreligieux[33], la première paroisse

33. À part le diocèse ukrainien, le Saint-Siège élève en 1921 l'abbaye germanophone de Munster en Saskatchewan au statut d'abbaye *nullius*. Celle-ci administre les paroisses germanophones qui l'entourent au même titre qu'un diocèse.

multilingue etmultiethnique, ainsi que la première paroisse ethnoreligieuse au Canada. L'exemple de Saint-Boniface sera suivi à Montréal, à Toronto et à Vancouver, où des groupes d'immigrants ont obtenu leur propre paroisse. Par ailleurs, dans des villes de moyenne taille, édifiées grâce à l'extraction minière ou l'exploitation forestière, naissent des paroisses qui, à l'instar de celle du Saint-Esprit à Winnipeg, ont desservi des fidèles parlant différentes langues. Quelles qu'aient été les forces, les motivations et les intérêts en jeu, Saint-Boniface a ouvert la voie aux accommodements raisonnables au sein de l'Église canadienne.